

FORUM >>> Sylvie Goulard, présidente du Mouvement européen-France,
Guillaume Klossa, président d'EuropaNova, **Tommaso Padoa-Schioppa**, président de Notre Europe

Pour l'Europe, prenons nos responsabilités

Si Robert Schuman avait écouté des «conseillers en communication» plutôt que sa conscience, et commandé un sondage d'opinion avant d'agir, jamais il n'aurait proposé à l'Allemagne, cinq années après la guerre, un partenariat égalitaire. Les relations franco-allemandes auraient sans doute pris une tournure moins amicale. Si, en 1985, à Milan, la présidence italienne n'était pas passée outre l'opposition résolue de Margaret Thatcher, le marché unique imaginé par Jacques Delors n'aurait pas vu le jour, au détriment de nos entreprises et de nos emplois. Si le chancelier Kohl avait cédé aux innombrables voix hostiles à la monnaie unique et si des partenaires comme François Mitterrand ou Felipe Gonzalez ne l'avaient pas soutenu par-delà les appartenances politiques, l'euro n'existerait pas. La crise financière de 2008 aurait eu pour l'Europe des conséquences catastrophiques.

Loin de nous l'idée que l'Union européenne puisse être faite sans associer les citoyens! Mais sur certains sujets où l'intérêt général est en jeu, les pouvoirs publics doivent faire preuve de pédagogie et de courage pour aller à l'encontre

des idées reçues et des préjugés. Le pari des états généraux de l'Europe, dont la troisième édition se tient à Strasbourg le 17 avril, consiste justement à impliquer les Européens dans l'aventure européenne, à leur donner des éléments de réflexion, des chances de comprendre la complexité du monde et une occasion d'entendre d'autres Européens. Sans rencontres ni débats, ce sont les réflexes de repli et le nationalisme qui prévalent. La courte vue favorise les politiques de facilité. La vision de long terme atténue au contraire les divergences, en redonnant sens à l'entreprise. L'UE a plus que jamais besoin de dirigeants qui prennent leurs responsabilités. Deux exemples en font foi.

L'union économique et monétaire est bancale: si le volet monétaire est solide, avec une banque centrale dotée d'une mission et de pouvoirs identifiés, le volet économique est trop faible. La crise grecque a mis en relief les insuffisances de notre organisation actuelle. Avec une même monnaie, les Européens ont des responsabilités communes. S'il convient d'être d'une sévérité sans faille avec les pays qui ont triché dans leurs

comptes ou qui se dérobent à la discipline, rien ne sert, une fois les difficultés avérées, d'aggraver la situation. Mis à part quelques spéculateurs, ravis de l'aubaine, personne n'a intérêt à ce que la Grèce entraîne l'Union dans une spirale destructrice. Ainsi, il y a un temps pour aider et un temps pour remettre à plat ce qui doit l'être.

Le projet européen est exigeant mais les citoyens sont adultes.

Du reste, la Commission et les 26 ont failli dans leur mission de surveillance mutuelle. Les réformes dites «structurelles», indispensables à la convergence des économies, ont été trop longtemps différées. L'UE a besoin de procédures de contrôles plus exigeantes, d'une convergence économique plus stricte, d'Etats membres moins désinvoltes et d'une Commission qui retrouve le sens de l'intérêt général. En un mot, l'UE est ce que nous en faisons. Déjà en France, en 2005, un rapport rédigé sous la direction de Michel Rébèreau dénonçait les me-

naces que font courir à notre pays les déficits publics. Rien n'a été fait pour corriger la dérive et la France n'est pas seule dans ce cas. Ce n'est pas la faute de l'Europe.

L'enjeu n'est pas moindre sur le plan international. La place de l'Europe dans un monde qui change à vive allure devrait bien plus préoccuper nos opinions publiques et nos gouvernements. D'immenses pays comme la Chine, le Brésil ou l'Inde sont aujourd'hui en pleine expansion. Sur d'autres continents, la croissance et l'innovation sont soutenues par une démographie dynamique et une volonté de ratrappage époustouflante. Si l'UE ne réagit pas en se dotant d'une vision et d'une diplomatie communes, si les gouvernements nationaux continuent à se diviser face aux géants émergents, l'UE ne pèsera bientôt plus grand-chose. Ce n'est pas une question de prestige: nous n'arriverons tout simplement pas à défendre nos principes ou nos intérêts, notamment dans la lutte contre le changement climatique ou la prolifération nucléaire; nous achèterons nos matières premières ou notre énergie plus cher; nous ferons courir un risque à nos démocraties. Nous déclinerons.

Là encore, le «Bruxelles» qu'il faut incriminer n'est pas celui de la Commission et du Parlement européen, mais celui du Conseil: c'est aux dirigeants nationaux de prendre leurs responsabilités et de se projeter dans un monde où la souveraineté serait exercée en commun au niveau européen. Pourtant, quand elle s'est organisée à cette fin, l'UE a su se faire respecter. Ainsi, Barack Obama refuse de se déranger pour rencontrer le Conseil européen en Espagne mais il doit compter avec le Parlement européen qui a fusé récemment de transférer, dans des conditions contraires au droit de l'UE, des données personnelles réclamées par l'administration américaine (accord Swift).

Le projet européen est exigeant mais les citoyens sont adultes. S'ils se donnaient la peine d'assumer l'évolution du monde, de renforcer leur union pour qu'elle soit efficace, ce qui suppose notamment de respecter les engagements qu'ils ont pris entre eux, les Européens retrouveraient le sens de l'aventure et le bonheur de l'action commune. Responsabilité et solidarité vont de pair. L'avenir de l'UE est, ce prix.